

Retraites : Pour une réforme de progrès social et de civilisation, contre le recul de l'âge de départ

En 2019, nous avons lancé un appel pour le rejet de la première tentative de réforme de retraites annoncé par Emmanuel Macron, et pour des propositions alternatives. Après une puissante mobilisation sociale, Emmanuel Macron avait dû reculer, au moment où la pandémie du covid 19 se déclarait. Il revient à la charge avec, cette fois, une réforme « paramétrique » : un âge légal minimum de départ porté de 62 à 64 ans et une accélération de la hausse du nombre de trimestres nécessaires pour avoir une retraite à taux plein (l'équivalent de 42 années aujourd'hui, de 43 ans dans quelques années). Il y aura aussi de nouvelles modalités pour les « carrières longues » et « super-longues », ainsi, prétend le gouvernement, qu'un relèvement du minimum de pension.

Une écrasante majorité des habitant.e.s de ce pays est opposée à ce projet.

Nous refusons aussi le statu quo, car notre système de retraites par répartition a besoin d'une réforme de progrès social et sociétal. Il doit être amélioré. Et c'est possible.

L'allongement de la durée de la vie, pouvoir disposer d'un temps de retraite en bonne santé, pouvoir vivre longtemps avec une retraite convenable pour subvenir à ses besoins y compris au grand âge sont des défis de civilisation auxquels notre société doit répondre positivement.

Nous affirmons que l'on peut améliorer le système de retraite, abaisser l'âge de départ et le sécuriser aussi bien pour la jeunesse que pour les autres. Il est possible et nécessaire de mettre en œuvre une réforme de progrès social et de progrès de civilisation. Mais, après le « quoiqu'il en coûte », Emmanuel Macron, Elisabeth Borne et Bruno Le Maire veulent une austérité renforcée afin de dégager de l'argent public pour soutenir le capital qui exige toujours plus de rentabilité.

Nous récusons l'argument du pouvoir macronien qui prétend que pour sauver le financement du système et produire plus de richesses « il faut travailler plus longtemps ». En réalité, il ne propose pas de fournir globalement plus de travail. Il y a pourtant 6 millions de chômeurs dans notre pays et d'immenses besoins insatisfaits de biens et de services, publics notamment. Il ne propose pas non plus un travail et un emploi de meilleure qualité – donc plus efficace – en développant la formation, en diminuant le temps de travail, ni d'instaurer une véritable démocratie sociale. Ce devrait pourtant être cela les priorités pour consolider et développer le système de retraites par répartition !

La retraite, période où chacune et chacun le temps venu exerce une activité libre en continuant à percevoir une rémunération, issue de l'ensemble des richesses créées par celles et ceux qui travaillent, est un apport inestimable à la société. **Plus que jamais, nous affirmons que son développement est possible !**

Nous considérons qu'il est de notre responsabilité, de syndicaliste, d'intellectuel.le, de citoyen.ne, de responsable associatif, de responsable politique, d'élu.e, de mettre en débat, à l'appui des mobilisations, un certain nombre de principes pour une telle réforme de progrès. Tous les citoyens doivent pouvoir participer au débat sur des alternatives de progrès.

Il faut dépenser plus pour les retraites. C'est souhaitable. C'est possible. Le financement est la bataille centrale. Notre société est riche. Elle produira 1,6 fois plus en 2040 qu'en 2020. C'est un progrès plus rapide que celui prévu du nombre de retraités rapportés aux actifs. Mais un tout autre type de croissance et de développement est nécessaire.

Il existe en outre un potentiel de développement sain des richesses, écologique et social, mais il est contrecarré, voire perverti. Il faut changer profondément la production et développer l'emploi pour engager sa véritable transformation sociale et écologique. Le système des retraites doit responsabiliser les entreprises dans ce sens, c'est cela qui le sécuriserait fondamentalement.

L'obstacle majeur à tout cela c'est le capital, particulièrement le grand capital financier, qui impose sa logique et sa voracité.

C'est pourquoi six axes de transformation nous semblent incontournables pour un système de retraite à la hauteur des défis du XXI^e siècle.

- **Faire contribuer les revenus financiers du capital** : ceux que perçoivent les entreprises et les banques (dividendes, intérêts, royalties, etc.) pour désintoxiquer l'économie de la finance ; mais aussi mieux faire contribuer les revenus du capital des ménages. Une cotisation spécifique pourrait être envisagée.
- Entrer dans une autre relation avec les entreprises pour conforter la cotisation sociale, avec par exemple un système de modulation du taux de cotisation patronale pour développer l'emploi, les salaires et les qualifications, base saine de l'activité et de la production de richesses, afin d'accroître

durablement la masse de cotisation et changer nos modes de développement. Par exemple, les entreprises qui taillent dans l'emploi, les salaires, font appel aux emplois précaires et n'appliquent pas l'égalité salariale femme-homme pourraient être pénalisées. Celles qui veulent progresser en s'appuyant sur les capacités des femmes et des hommes par le développement de l'emploi, de la formation et des salaires seraient ainsi favorisées. Cela pour augmenter la masse globale des cotisations. Il ne doit pas s'agir d'un « jeu à somme nulle ».

- Il faut aussi réexaminer tous les dispositifs d'exonérations de cotisations sociales patronales (plus de 75 milliards d'euros), qui encouragent les bas salaires, bénéficient surtout aux plus grandes entreprises et déstabilisent le financement du système.

- **Services publics, institutions et dispositifs de sécurisation.** Il faut développer de nouveaux services publics du troisième âge et de la prise en charge du quatrième âge et de la perte d'autonomie, instaurer des dispositifs qui sécurisent l'emploi des seniors d'âge actif, alors que la moitié d'entre eux est actuellement hors emploi, alléger leur peine et organiser des départs progressifs d'emploi au bénéfice des plus jeunes. Plus généralement il faut sécuriser et promouvoir toutes les carrières, avec des dispositifs ambitieux pour l'accès des femmes et des jeunes à l'emploi de qualité, et prendre en compte les périodes de formation. Enfin, il faut favoriser l'émergence et le déploiement rapide des nouveaux métiers indispensables à une transition écologique réussie, accompagner les activités qui doivent se réinventer ainsi que la reconversion des salariés des secteurs qui devront nécessairement décroître ou se transformer profondément.

- **Démocratie.** La démocratie doit être remise au centre du système de retraites par répartition pour que les intéressés eux-mêmes maîtrisent la gestion d'un système devenu, au fil du temps et des contre-réformes, de plus en plus autoritaire et technocratique.

- **Unification.** Unifier le système vers le haut en élargissant les avancées sociales des régimes spéciaux et particuliers de retraite à l'ensemble des métiers et salariés d'une branche, au regard notamment de la pénibilité du travail. Étendre par exemple à l'ensemble des conducteurs routiers de voyageurs et de marchandises le régime spécial des conducteurs de la SNCF ou de la RATP. Les principes doivent être ceux de la répartition, un départ à 60 ans, avec un taux plein, la prise en compte des meilleures années de salaire, en tenant compte des différences réelles de carrière entre public et privé, la prise en compte des années d'études, un départ avant 60 ans à taux plein lié à la pénibilité ou pour ceux qui commencent à travailler tôt, améliorer la retraite minimale, la situation des femmes, des précaires et ne pas dégrader celles des familles, appliquer le même décompte des annuités pour enfants dans le public (2 trimestres) que dans le privé (8 trimestres).

En parallèle, le système serait grandement conforté par des dispositifs communs de sécurisation des systèmes de retraite en Europe et de leur promotion, au lieu de les mettre en concurrence et d'appliquer les GOPE (grandes orientations de politique économique) rétrogrades de l'Union européenne définies en réalité par les gouvernements. La BCE pourrait financer un fonds d'appui aux retraites en Europe. Une clause de non-régression sociale pourrait être adoptée. Une conférence européenne sur les retraites pourrait être organisée en ce sens.

La nécessaire discussion de ces six questions comme axes d'une réforme de progrès n'exclut pas la nécessité d'ouvrir le débat plus général pour mettre l'emploi, l'écologie et la lutte contre les inégalités au cœur de la politique économique, pour une autre efficacité sociale, écologique et économique, contre l'austérité et pour un dépassement de cette société capitaliste, hyper-marchande, de concurrence et anti-écologique.

Le débat doit avoir lieu. La politique ne doit pas se faire « à côté des contenus ». Nous attendons des partis et forces politiques la formulation de propositions cohérentes. Qu'ils ne se contentent pas d'affirmer des objectifs sociaux, souvent louables, sans dire comment les atteindre, avec quels moyens et quels pouvoirs démocratiques. Nous sommes disponibles pour une mise au travail dès à présent.

Premiers signataires

AJZENBERG Armand (Retraité); ANDRÉ Danielle (Retraîtée Éducation nationale); ANDRÉ Evelyne (citoyenne); ASSANTÉ Pierre (Retraité, syndicaliste); BACHET Daniel (Sociologue, Professeur, Université d'Evry-Paris-Saclay); BADANAI Béatrice (retraîtée); BALAY Francis (Président Alternative mutualiste); BALLANFAT Florent (Agent de la fonction publique territoriale, conseiller municipal); BARDY Dominique (Assistante juridique retraitée); BARDY Jean-François (retraité); BARRET Antoine (Citoyen); BARRIERE Philippe (Ingénieur principal territorial); BARTOLI Hélène (bahaï); BATIFOULIER Philippe (Économiste); BAYLE Sylvie (Postière, militante syndicale CGT); BEAUDOIN Boris (Syndicaliste, CGT); BEAUMANOIR Christian (Retraité cheminot); BEBIN Olivier (Syndicaliste CGT/Banque-assurance); BENECH Coralie (Professeure d'EPS, co-secrétaire générale du SNEP-FSU); BENICHOU Pierre (Consultant formateur); BERNARD Jean-Marc (Retraité fonction publique territoriale); BESSE Daniel; BIARNAIX-ROCHE Véronique (Syndicaliste, présidente du groupe CFE-CGC au CESE); BIDAULT Jean-Paul (Retraité); BINET Sophie (Syndicaliste, secrétaire générale de l'UGICT-CGT); BIRBA Aurore (Inspectrice retraitée); BLACHERÉ Marc (Journaliste retraité); BLAISE Sandra (Juriste, membre de

l'exécutif national PCF); BLOC François (Retraité); BOCCARA Frédéric (Economiste, membre honoraire du CESE, membre du CEN du PCF); BORDENAVE Claire (Economiste et syndicaliste, membre du CESE); BORDES Jean-Jacques (Expert auprès des comités d'entreprise); BOULARAND Jacky (Retraité); BOURDET François (Professeur retraité SNES FSU); BOURGEON Quentin (Président de REVES Jeunes [la santé par et pour les jeunes]); BOURGES Frederic (Citoyen retraité); BRELOT Séverine (Enseignante de LP); BREMAUD Alain (Médecin); BRENON Patricia (Retraîtée de la Poste); BRETON Sylvie; BRIERE Bernard (Retraité); Brunet Philippe (Professeur des universités, sociologue, Université Gustave Eiffel); BUATHIER Alain (Psychologue clinicien, retraité); BUSSET Roselyne (Fonctionnaire territoriale); CAILLAUD-CROIZAT Pierre (Syndicaliste, petit-fils d'Ambroise Croizat); CAILLETAUD Marie-Claire (Syndicaliste, présidente du groupe CGT au CESE); CANON Jean-Marc (Syndicaliste, CGT Fonction publique); CAUPENNE Marie-Julie (Professeur de Lettres en lycée); CAUVIN Jean-Claude (Ingénieur retraité); CHAMBON Jean (Syndicaliste CGT Métallurgie); CHAMINADE Philippe; CHAMPION Colin (Président de la Voix Lycéenne, syndicat lycéen); CHANU Pierre-Yves (Syndicaliste CGT, membre du Conseil d'orientation des retraites); CHAPET Claude (Cadre de gestion); CHAPOUILLIÉ Guy (Cinéaste); CHAY Michèle (Syndicaliste CGT vice-présidente de la commission travail/emploi CESE); CINEUX Cyril (Élu communiste); CLAVEIROLE Cécile (Activiste environnementale, membre du CESE); CLAYETTE Daniele (Retraîtée de l'Éducation nationale); COHEN SOLAL Marc (Retraité); COMPAIN Florent (Membre du CESE); CONVERGNE Monique (Retraîtée de l'Éducation nationale); CORBEL Jacques (Élu local); CORIAT Robert (Professeur retraité); CORVAISIER Jean-Louis (Militant syndical, politique, responsable associatif); CORVEE Chloé (Présidente nationale de la JOC, jeunesse ouvrière chrétienne); COURTEILLE David (Ingénieur); COUTY Daniel (Retraité); CRÉPEL Philippe (Coordinateur régional CGT Santé Action Sociale Nord-Pas-de-Calais); CROISON Yves (Syndicaliste Renault); CROULARD Sandra (Salarié); DARVES Jacques (Retraites EDF); DAUBA Michel (Ancien membre de la Section Economique du PCF); DAVID Guislaine (Professeure des écoles, co-secrétaire générale du SNUIPP-FSU); DAVID Jonathan (Technicien agricole, chargé administratif et de développement au PCF90, secrétaire régional JC90); DE GROSSOUVRE Xavier (Retraité); DE REILHAN François (Retraité, ex-victime de la réforme Sarkozy-Woerth 2011); DEBARGES Viviane (Infirmière syndicaliste); DEBEIR Vincent (Adjoint au maire); DEFFONTAINES Léon (Mouvement jeunes communistes); DELALANDE Jean-Pierre (Syndicaliste retraité); DELAVENNAT Estelle (Citoyenne); DELECOURT Christophe (Syndicaliste, UFSE-CGT); DENOYELLE Stéphane (Maire de Saint-Pierre d'Aurillac); DEPIERRE Roger (Retraité, communiste Varois); DEPRESLES Michel (Retraité de la santé publique, syndicaliste); DEPUILLE Andre (Retraité); DERIGNY Alexandre (Secrétaire général fédération des Finances CGT); DÉZILE Serge (Retraité); DIDIER Georges (Retraité); DIMICOLI Yves (Economiste, ancien membre du CAE (Conseil d'analyse économique)); DIRRINGER Jean-François; DOMIN Jean-Paul (Economiste, Professeur, Université de Reims); DOULAUD Thierry (Cadre de la Fonction publique territoriale); DOUSSAIN Etienne (Salarié à vie [retraité...]); DOUTTE Véronique (Enseignante RASED); DRÉAU Marie-Catherine (Retraîtée); DRU Alain (Syndicaliste, membre du CESE, CGT); DUBRULLE Jonathan (Docteur en agriculture comparée); DUCLOS Daniel (CPE retraité, CGT et PCF); DUFOUR-INTRIERI Hélène; DUHAYON Florence (Future retraitée); DUPÉ Josiane (Syndicaliste retraitée CGT); DURAND Denis (Economiste, co-directeur d'Economie & Politique); DURAND Gilles (Bibliothécaire); DURAND Jean-Louis (Chercheur INRAE, syndicaliste, CGT); DURAND Jean-Marc (Economiste, inspecteur des Finances publiques, CN PCF); DURAND Louise (Ingénieure); DURAND-KESRAOUI Ginette (Syndicaliste retraitée); DUTHOIT Philippe (Retraité FSU); EPSTEIN Daniele (Psychanalyste); ESPITALIER Laurent; FABRE Claire (Retraîtée); FAINZANG Claude (Retraîtée de l'Éducation nationale); FAURE Danielle (Retraîtée FPT); FERREIRO Benito (Retraité); FERREIRO Christiane (Retraîtée); FERREIRO Marie-José (Inspecteur principal des Finances publiques); FERRIERE Jean-Louis (Présenter retraité); FLAVENOT Jean-Luc (Citoyen); FLORAC Emmanuel (humain); FORNACIARI Bruno (Retraité); FOURGOUX Pascaline (Syndicaliste membre du PCF) FRAJERMAN Laurent (Socio-historien, agrégé d'histoire, CERLIS Université Paris-Cité); FRANCHET Jean-Marie (Retraité); FROSTIN Jean-Louis (Retraité); GALLET Dominique (Syndicaliste, CGT, membre du Cese); GAMA Jean-Michel (Ingénieur retraité); GAMBIER Bernard (Attaché territorial retraité, ancien vice-président du CNFPT, ancien vice-président du CESE Aquitaine); GARCIA Benoît (Economiste, syndicaliste CGT, vice-président du CESE); GARCIN Martine (Retraîtée France Telecom); GARGANI Marie-Claude (Conseillère municipale); GASPAROTTO Jean-Philippe (Syndicaliste CGT, secrétaire du comité de groupe Caisse des dépôts); GATET Antoine (Responsable associatif, membre du CESE); GAVEAU Jean-Michel (Militant PCF et CGT); GÉRARD Thomas (Fonctionnaire du ministère de la Culture); GERARDIN Sigrid (Professeur de l'enseignement professionnel, co-secrétaire générale du SNUEP-FSU); GERBAULT Dominique (Retraité de l'INSEE); GIRAUD Frédéric (Secrétaire départemental du Pcf79, militant CGT); GIRAUDON Marie-Claude (Psy EN retraitée); GIRETTE Candide (Ingénieur); GLEMET Alain (Retraité); GODFROY Chantal (Agent Enedis); GONZAL Christiane (Professeur retraitée); GORI Roland (Psychanalyste, écrivain, professeur honoraire des universités); GOSSELIN Bertrand (Retraité, ex-membre CESER Grand-Est CGT); GOVELET Vincent (Militant PCF et CGT, membre de l'exécutif départemental PCF 75); GRATEAU Regis; GROISON Bernadette (Syndicaliste, membre du CESE, représentante FSU); GRUART Jacky (Retraité); GUICHARD Alain (Conservateur des hypothèques honoraire, syndicaliste CGT, retraité); GUILLOUET Daniel (Retraité de la Banque de France); GUILLOUET Françoise (Retraîtée RATP); GUYOMARCH Annie (Retraîtée); HENNEGUELLE Anaïs (Economiste atterrée, maîtresse de conférences, université Rennes 2);

HIDOUCHE Djamila (Médecin vasculaire); HOFMANN Ralf (Attaché territorial et militant associatif); HUTTL Paul (Technicien Arsenal Toulon, syndicaliste); ISOLA Ange (Syndicaliste CGT EDF, retraité); ISRAEL Ivan; ISRAËL Jean-Pierre (Professeur de mathématiques, retraité); JAEGLE André (Syndicaliste); JAGLINE Daniel (Technicien du traitement des eaux); JALLAMION Michel (Convergence services publics); JEANGIN Pauline (Enseignante); JEUDY Christian (Retraité); JOAN Patrick (Retraité, syndicaliste CGT); JOLY Pascal (Syndicaliste CGT/cheminot); JOUBERT Philippe (Cadre territorial); JUNKER Daniel (Syndicaliste retraité); JUSSIAUME Dominique (Retraité, syndicaliste USR CGT); KATCHA Michel (Militant mutualiste); KERMAGORET René (Militant, retraité SNES FSU); KIRAT Thierry (Economiste, CNRS); KLAINT Jérôme (Enseignant-chercheur FSU); KRASUCKI Pierre (Syndicaliste, CGT); LACOMBE Olivier (Secrétaire fédéral à la communication du PCF 46); LAFAURIE Anne; LALANNE Jean (Retraité); LAMBERT Xavier (Professeur émérite); LAMPLE Roberto (Retraité); LARDEAU Jean-Claude (Syndicaliste, retraité SFRFSU74); LASSAUZAY Didier (Militant); LAURENT Joëlle (Syndicaliste); LAVALLÉE Ivan Professeur des universités, informatique); LE DUFF Jean (Conseiller d'orientation-psychologue, retraité); LE MASSON Jean-Jacques (Responsable syndical); LE PENNEC Christiane (Syndicaliste, retraitée); LE BOULER Hervé (Militant écologiste forestier, membre honoraire du CESE); LE RESTE Didier (Syndicaliste, cheminot); LEBRASSEUR Fabien (Retraité); LECHAT Frédérique (Citoyenne); LEFEVRE Cécile (Sociologue et démographe); LEFEVRE Jean (Université populaire); LEFLON Michèle (Militante associative hôpital, médecin); LEGLOIS Albert (Militant communiste et CGT); LEJEUNE Sylviane (Syndicaliste); LEPOIX Claude (Retraité, ouvrier); LERICHE Jean-Marc (Retraité); LIMOUSIN Michel (Médecin); LUCAS Yvette (Sociologue, directrice de recherche honoraire CNRS); MAGLIOCCO Alain (Arrière grand-père 2 fois); MALAVAL Gisèle (Professeure lettres classiques, retraitée); MANSOURI-GUILANI Nasser (Economiste, syndicaliste); MARIOGE Maurice (Retraité, membre de la CGT et du PCF); MARTIN Jean-Pierre (Psychiatre du service public, retraité); MARTINEZ Maryse (Présidente MRAP 66); MARTINIE-COUSTY Elodie (Présidente d'une association environnementale et membre du CESE); MAS Serge (Economiste, syndicaliste (CGT), membre du CESER d'Ile de France); MATHIEU Pierre; MATTERA Gérard (Retraité EDF-GDF, élu PCF); MAYOL Pascal (Ingénieur écologue, militant associatif, membre du CESE); MEDOUAKH Nordine (Surveillant de nuit CHRS); MELLIER Frédéric (Conseiller régional); MENVIELLE Odile (Retraitee); MIGNONI Philippe (Fonctionnaire territorial); MILLS Catherine (Economiste, maître de conférences Paris 1-Panthéon-Sorbonne); MONTANGON Maryse (Syndicaliste, technicienne de laboratoire à l'hôpital); MONTEIL Raymond (Retraité); MORIN Alain (Economiste); MORIN Geneviève (Ingénieure, retraitée); NATON Jean-François (Syndicaliste CGT, membre du CESE); NAVARRO José (Secrétaire de section du PCF Haute-Ariège); NONI Christian (Ingénieur électronique, retraité); NORDEE Maxime (Retraité); ODENT Bruno (Journaliste); ORAIN Marie-Noëlle (Syndicaliste, paysan, membre du CESE, représentante de la Confédération paysanne); OUELHADJ Imane (Étudiante, présidente de l'UNEF); PAKER Alain (Cadre du privé, syndicaliste CGT); PAPON Cyril (Syndicaliste, CGT); PASQUIER Jacques (Syndicaliste paysan, membre honoraire du CESE pour la Confédération paysanne); PEPELNJAK Willy (Enseignant); PERRET Gilles (Réalisateur); PHALIPAUD Annie (Consultante, formatrice en ressources humaines, retraitée); PICARD Bruno (Syndicaliste); PIERRA Florent (Militant PCF); PIERRU Frédéric (Sociologue de la santé); PIGNARD Bruno (Gilet jaune); PLIHON Dominique (Professeur émérite, université Sorbonne Paris Nord); POINTON Philippe (Enseignant, retraité); POIRSON Christian (Co-secrétaire de la section de Nancy du PCF); PONTAIS Erick (Retraité); POTAUX Jean-Jacques (Retraité); POYARD Pierre-Olivier (Secrétaire national du mouvement de la paix); PROUDHOM Bernard (Retraité); PROUST Serge (Syndicaliste BDF); PRUD'HOMME Roger (Chercheur émérite CNRS); RACINET Thierry; RAUCH Frédéric (Economiste); RAUD Léna (Étudiante, secrétaire nationale de l'UEC); RECOQUILLON Denis (Economiste); REGNAULT Régis (Enseignant, retraité, syndicaliste); RENNARD Jean (Syndicaliste); REZA Sasha (Ex-délégué-e politique d'égalité, bienveillance et inclusion fédérale des Jeunes écologistes); RINGENBACH Gilles (Cadre, retraité); RIVE Claude (Syndicaliste, retraité); RIZZI Michel (Retraité, ancien administrateur salarié de la RATP); RODI Claude (Retraité de la presse écrite); ROGER Anne Maîtresse de conférences, secrétaire générale du SNESUP-FSU); ROGER DE CAMPAGNOLLE Marc (Enseignant); ROUX Jean-Marie (Economiste, syndicaliste CGT); RUBIO Marcel (Fonctionnaire territorial); SAINT-PATRICE Alain (Ingénieur informatique, retraité); SALVADORI Pierre (Doctorant en histoire, Sorbonne Université); SEVI Véronique (Docteur en chirurgie dentaire); SICARD Dominique (Salariée France Télévisions); SOUCHET Josiane (Syndicaliste FSU); STAELEN Erick (Syndicaliste FSU, membre du Conseil d'orientation des retraites); TACONET Vincent Retraité de L'Éducation nationale); TALBOT Baptiste (Syndicaliste, CGT Fonction publique); TEJAS Patricia (Syndicaliste, CGT); TERNANT Evelyne (Professeure d'économie et gestion, retraitée); TERNANT Muriel Professeure, responsable locale du PCF); TESTE Benoît (Syndicaliste FSU, professeur d'histoire et géographie); THOMAS Anne (Retraite hospitalier); THOMAS Arnaud (Enseignant); THUEUX Myriam (Retraitee, militante CGT); TOMADA Claire (Adjointe au maire d'Antraigues-sur-Volane); TOMADA Gilbert (Retraité, militant PCF); TORASSO Pierre (Professeur émérite de mathématiques à l'université de Poitiers); TORNATORE Émile (Retraité); TOUIL Yvon (Syndicaliste, retraité); TOULOUSE Jean-Michel (Directeur d'hôpital); TRICHÉ Joé (Conseiller régional 1986-2014); VANDER HEYM Evelyne (Directrice d'hôpital, retraitée); VARENNE Claude (Retraité); VASLET Jean-Claude (Expert condition de travail); VENEL Gérard (Retraité, PCF); VENETITAY Sophie (Professeure, secrétaire générale du SNES-FSU); VERZELETTI Céline (Syndicaliste UFSE-CGT); VRAIN Bénédicte (Retraitee, syndicaliste FSU); WAGNEZ Michel (Syndicaliste, CGT, retraité); WITTMANN Françoise (Professeur de danse, syndicaliste CGT); WUST Jacques (Retraité).